

CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT

Opération

« Commande d'arbres et d'arbustes »

PARTIES CONTRACTANTES

Entre :

La communauté de communes de Terres d'Argentan

Représentée par Frédéric LEVEILLE, Président

Adresse : Maison des entreprises et des territoires - 12 route de Sées - 61200 ARGENTAN

N° SIRET : 200 068 450 000 10

Désignée ci-après sous le terme « Terres d'Argentan Interco »

D'UNE PART

Et :

La Chambre d'agriculture de région Normandie

Représentée par Mr Sébastien WINDSOR, Président

Adresse : 6, rue des Roquemonts - CS 45346 - 14053 CAEN Cedex 4

N° SIRET : 130 031 503 00019

Désignée ci-après sous le terme « CAN »

D'AUTRE PART

IL EST EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

REFERENCES

Vu la délibération du conseil communautaire du décidant des modalités d'attribution d'une participation financière dans le cadre de la commande groupée d'arbres sur son territoire ;

PREAMBULE

Terres d'Argentan Interco et la Chambre d'agriculture de Région Normandie (CAN), organisent conjointement l'opération « Commande groupée d'arbres et d'arbustes ». Celle-ci consiste en l'organisation d'une commande groupée de plants d'arbres d'essences bocagères pour permettre à tous de participer au maintien des paysages bocagers favorisant la biodiversité et faisant la spécificité du territoire. Les plants commandés seront implantés sur le territoire de la Communauté de communes.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet :

- de définir les modalités techniques et financières de mise en place de l'opération « commande groupée d'arbres et d'arbustes » au titre de la campagne 2026.
- de préciser les conditions de fourniture, d'échange et de sécurisation des données collectées dans le cadre de cette opération.

ARTICLE 2 – MODALITES D'EXECUTION DE L'OPERATION

Les contributions des Parties pour l'exécution de l'opération se répartissent comme suit :

Chambre d'agriculture de région Normandie, pilote de l'opération :

- Gestion technique, administrative et financière de l'opération (gestion des appels, réception et traitement des bons de commande, traitement des paiements, rédaction du marché public, consultation des pépinières, commande des plants, édition des livrets de conseils...) ;
- Organisation de la préparation des commandes et de la remise des plants.
- Communication sur l'opération (édition et diffusion des supports de communication, communication générale sur l'opération...)

Terres d'Argentan Interco, partenaire de l'opération :

- Mise à disposition des locaux pour la distribution des plants. La commune doit être définie conjointement avec la CAN avant la diffusion au public des bons de commande de l'opération ;
- Participation à la préparation des commandes ;
- Participation à la remise des plants ;
- Communication et promotion de l'opération ;
- Versement de la participation financière telle que prévue à l'article 3.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE

Le montant de la participation financière accordée pour la campagne 2026 par Terres d'Argentan Interco à la CAN est de **2 000 €**. L'aide se fera à hauteur de 1 € par plant aux porteurs de projets de plantations, pour des plantations réalisées sur son territoire, dans la limite de **50 plants** par demande. Il n'y a pas de restriction quant à la nature du porteur de projet. Terres d'Argentan Interco fournira à la CAN la liste des communes de son territoire en format numérique.

ARTICLE 4 – IDENTIFICATION DES DONNEES

Les Données collectées pouvant être communiquées dans le cadre de l'opération, sous réserve d'accord des personnes ayant passé commande, sont :

- Le nom et le prénom de la personne qui passe commande,
- la commune de plantation
- le nombre de plants vendus
- les essences commandées

En tant qu'elles permettent d'identifier une personne physique, les Données de terrain constituent des données personnelles et doivent donc être traitées par les Parties conformément aux dispositions du RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données) et de la LIL (Loi informatique et liberté).

ARTICLE 5 – CONDITIONS ET MODALITES DE TRANSMISSION DES DONNEES A TERRES D'ARGENTAN INTERCO

Terres d'Argentan Interco reconnaît que l'extraction des Données est subordonnée à l'accord des personnes qui passent commande ; faute d'accord, aucune Donnée ne sera transmise.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'UTILISATION DES DONNEES

Sur la base du consentement donné par les personnes qui passent commande, et dans les limites fixées par celles-ci, chacune des personnes qui passe commande concède à titre non exclusif, sur les Données mises à disposition de la CAN pendant la durée d'exécution de la présente convention, les droits patrimoniaux suivants :

- les extraire ;
- les stocker et les héberger dans un environnement sécurisé ;
- les transférer par voie sécurisée.

Terres d'Argentan Interco utilisera les données collectées uniquement au titre d'une demande écrite effectuée par un tiers autorisé (les autorités publiques ou des auxiliaires de justice : administration fiscale, organismes de sécurité sociale, administrations de la justice...).

Terres d'Argentan Interco n'utilisera les données collectées que de façon anonymisée pour réaliser un support de présentation des planteurs de commandes groupées d'arbres afin de communiquer sur le dispositif (ex : Carte des planteurs). Donc, elle s'engage à ne pas communiquer les noms/prénoms des planteurs mais uniquement de partager les communes de plantation. Terres d'Argentan Interco sera responsable au regard de la loi en cas de dépôt de plainte à la CNIL d'une personne ayant passé commande.

La présente concession est accordée à Terres d'Argentan Interco pour la durée nécessaire à la transmission des Données des personnes bénéficiant d'une subvention, et au plus tard jusqu'au 31/03/2027.

La CAN transmettra les Données identifiées à l'article 4 à Terres d'Argentan Interco pour les traitements identifiés et dans les limites fixées par le consentement donné par les personnes

ayant passé commande. Les consentements seront stockés de façon sécurisée par la CAN pendant 5 ans.

ARTICLE 7 : TRAITEMENTS DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL AU TITRE DES MISSIONS REALISEES DANS LE CADRE DE LA CONVENTION

Chacune des Parties s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données personnelles et, en particulier le RGPD et la LIL, y compris de ne pas transmettre à des tiers les données personnelles des bénéficiaires concernant la participation financière, de sécuriser les informations collectées, de ne pas en faire un usage commercial, de les détruire dans les 5 années suivant la collecte.

La CAN traite, pour le compte des personnes ayant passé commande, les données personnelles nécessaires pour réaliser les missions identifiées à l'article 1 de la présente convention et à les exploiter selon les conditions et modalités prévues aux articles 5 et 6 de la présente convention, sur la base et selon le consentement donné par lesdites personnes ayant passé commande.

Au terme des opérations de traitement de données personnelles réalisées au titre de la présente convention, les partenaires s'engagent à ne plus les utiliser et à les détruire à l'issue de la réalisation de l'opération qui ne saurait, dans tous les cas, excéder 5 ans, soit le 31 décembre 2031 et à n'en conserver aucune copie.

Délégués à la protection des données :

Identité des Parties	Identité du délégué	mail du DPD
Chambre d'agriculture de région Normandie	Corinne DELEU	protection_des_données@normandie.chambagri.fr
Terres d'Argentan Interco	Grégory MENARD	dpo@argentan.fr

ARTICLE 8 : CONTROLE DES SERVICES DE TERRES D'ARGENTAN INTERCO

Conformément aux dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, afin de permettre à Terres d'Argentan Interco de suivre précisément le déroulement des mesures visées par la participation financière, la CAN doit pouvoir justifier en permanence de l'emploi de la participation financière reçue. À ce titre, elle est tenue de présenter, en cas de contrôle des services communautaires exercé sur place, les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile au contrôle de l'utilisation de la participation financière conformément à son objet, dans le respect du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

Des informations portant sur le nombre et le nom des bénéficiaires, sous réserve de leur accord, les communes de plantation, le nombre de plants vendus, et les essences commandées pourront être partagées comme justificatifs d'utilisation de la participation financière.

ARTICLE 9 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE

Terres d'Argentan Interco s'engage à verser à la CAN le montant défini pour lequel elle est sollicitée.

Le Président de la CAN sollicite le versement de la subvention de manière dématérialisée sur <https://chorus.pro.gouv.fr> . Une demande de paiement qui ne serait pas transmise par Chorus Pro sera systématiquement rejetée. Tout dépôt sur un code SIRET erroné fera l'objet d'un rejet sur la plateforme Chorus Pro et ne sera pas valablement retenu comme point de départ du délai de paiement.

SIRET de Terres d'Argentan Interco à utiliser dans le cadre de la présente convention : 200 068 450 000 10

Le dépôt de la demande de versement de subvention sera réalisé par la CAN, sur Chorus-pro, selon les modalités transmises par Terres d'Argentan Interco dès signature de la présente convention (transmission d'un bon de commande avec N° d'engagement juridique à appliquer sur la facture, par exemple).

Le paiement des sommes dues se fera dans un délai global de paiement de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement. Le défaut de paiement dans ce délai global de 30 jours fera courir, de plein droit et sans autre formalité préalable, des intérêts moratoires et le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dans les conditions prévues par l'article R.2192-12 s. du Code de la commande publique.

La dépense afférente est mandatée et liquidée par le président de Terres d'Argentan Interco ou par délégation à son vice-président en charge des finances. Le comptable assignataire de la dépense est Mélinda HUE : melinda.hue@terresdargentan.fr.

ARTICLE 10 : DUREE DE LA CONVENTION

Les demandes de paiement pour les actions visées par la présente convention au titre des dépenses d'investissement seront réalisées dans un délai maximal de 18 mois à compter de la notification des délibérations du conseil communautaire. Au-delà de cette date, Terres d'Argentan Interco se réserve le droit d'annuler de plein droit les contributions prévues dans le cadre de la présente convention pour les actions n'ayant pas fait l'objet d'un début de réalisation.

ARTICLE 11 : RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée de plein droit sans préavis ni indemnité dans le cas de non-respect de l'une de ses clauses, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Dans ce cas avéré, la CAN sera tenue au remboursement de tout ou partie de la participation financière éventuellement déjà versée par Terres d'Argentan Interco.

ARTICLE 12 : DISPOSITIONS DIVERSES

La CAN s'engage, pendant la durée de validité de la convention, à tenir Terres d'Argentan Interco informée de toute modification l'affectant ainsi que tout projet tendant à substituer à la CAN un organisme tiers pour tout ou partie des obligations résultant de la présente convention.

La CAN pourra transmettre un état anonymisé des commandes à mi-parcours entre les dates de début et de fin de réception des commandes.

ARTICLE 13 : PUBLICITE ET DIFFUSION DES RESULTATS DES OPERATIONS MENEES

Tout document d'information publique ou institutionnelle réalisé par la CAN devra mentionner, a minima par l'apposition du logotype de Terres d'Argentan Interco, le partenariat existant entre les Parties pour les actions visées par la présente convention.

Terres d'Argentan Interco s'engage à informer la CAN, à l'associer et à la désigner explicitement comme structure porteuse de l'opération de commande groupée. Cette obligation doit être respectée dans un délai raisonnable avant toute action de communication initiée par Terres d'Argentan Interco notamment tout point presse, reportage télévisé, radiophonique ou autre support médiatique ou de communication.

Terres d'Argentan Interco et la CAN pourront, en mentionnant leur origine, échanger sur des indicateurs statistiques et les résultats de la convention définis en amont et portés à l'article 6.

ARTICLE 14 : LITIGES

Tout litige qui ne pourra être résolu à l'amiable entre les Parties, relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la convention sera soumis à la juridiction compétente.

Fait en deux exemplaires, le, à

Le Président de la
Chambre d'agriculture de
Région Normandie,
Sébastien WINDSOR

-

Par délégation,
Le président de la Chambre d'agriculture
de l'Orne,
Guillaume LARCHEVEQUE

Le Président de
Terres d'Argentan Interco,
Frédéric LEVEILLE